



CANADIAN PUBLIC ACCOUNTABILITY BOARD
CONSEIL CANADIEN SUR LA REDDITION DE COMPTES

Gagner la confiance des investisseurs

Mai 2017



Symposium sur la qualité de l'audit



MESSAGES CLÉS

Symposium sur la qualité de l'audit : Gagner la confiance des investisseurs

Les 16 et 17 mai 2017



Introduction

En mai 2017, le Conseil canadien sur la reddition de comptes (CCRC) a tenu son quatrième symposium sur la qualité de l'audit qui avait pour thème : « Gagner la confiance des investisseurs ». Ont pris part au symposium des administrateurs de sociétés, des organismes de réglementation et des normalisateurs, des représentants de cabinets comptables et d'autres organisations professionnelles, des investisseurs et des universitaires.

Dans les mois précédant le symposium, le CCRC a rencontré des membres de la communauté d'investisseurs au Canada afin de mieux comprendre les informations sur lesquelles ils fondent leurs décisions et comment ils évaluent l'audit à l'heure actuelle. Bien que les états financiers, et l'audit de ceux-ci, continuent de revêtir une *base fondamentale*, nous avons appris que les informations présentées par les sociétés en dehors des états financiers sont bien souvent plus pertinentes pour les investisseurs ayant des décisions à prendre.

Les participants au symposium ont été appelés à déterminer si les auditeurs et les responsables de la gouvernance ne devraient pas saisir l'occasion de se mobiliser davantage sur la question des informations présentées en dehors des états financiers pour améliorer leur fiabilité.

Steve Harris, membre du Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB) des États-Unis a prononcé une allocution, et des représentants d'organismes de réglementation, des investisseurs, des administrateurs de sociétés et des responsables de l'audit du Canada et d'ailleurs ont participé à trois panels (consultez le programme du symposium à l'**annexe A**).

Trois messages clés sont ressortis de nos discussions avec les investisseurs et les principales parties prenantes et des échanges suscités dans le cadre du symposium et par la suite :

1. **Les investisseurs utilisent un large éventail d'informations financières et non financières pour évaluer la performance, la situation financière et les perspectives d'avenir d'une société, alors que très peu de ces informations proviennent des états financiers annuels audités. La perception des principales parties prenantes selon laquelle les informations communiquées par les émetteurs assujettis sont toutes aussi fiables les unes que les autres révèle un écart par rapport aux attentes qui fait peser un risque sur les marchés financiers.**
2. **Les auditeurs et les comités d'audit doivent saisir l'occasion de se mobiliser davantage sur la question des informations présentées en dehors des états financiers pour améliorer leur fiabilité et réduire l'écart par rapport aux attentes.**
3. **Des changements transformationnels devront être apportés pour s'assurer que les informations qui influencent les marchés financiers continuent d'être fiables et que l'audit demeure pertinent. Le succès d'une transformation en profondeur requiert la participation et le soutien de toutes les parties impliquées dans la présentation et la communication de l'information financière ainsi qu'une réévaluation de leurs rôles et responsabilités respectifs.**

Message
clé
no 1

Les investisseurs utilisent un large éventail d'informations financières et non financières pour évaluer la performance, la situation financière et les perspectives d'avenir d'une société, alors que très peu de ces informations proviennent des états financiers annuels audités. La perception des principales parties prenantes selon laquelle les informations communiquées par les émetteurs assujettis sont toutes aussi fiables les unes que les autres révèle un écart par rapport aux attentes qui fait peser un risque sur les marchés financiers.

La CFA Society Toronto, le CCRC, le Conseil des normes comptables (CNC) et le Conseil des normes d'audit et de certification (CNAC) ont remis leurs efforts en vue d'amener des membres de la communauté d'investisseurs à participer à une série de tables rondes et à des entretiens individuels au cours de la première moitié de 2017 et de recueillir leurs points de vue. Parmi ceux-ci, notons la présence d'analystes (côté acquéreurs) représentant des organisations qui gèrent des actifs de plus de 3 milliards de dollars, ainsi que d'éminents analystes et analystes de crédit du côté vendeur.

Les informations ci-après ont été recueillies dans le cadre de ces discussions et ont jeté les bases de plusieurs des thèmes abordés lors du symposium :

1. **Les informations financières auditées sont de moins en moins utilisées par les parties prenantes.**
2. **Les investisseurs ont une connaissance limitée de la nature et de l'étendue du travail de l'auditeur.**
3. **Les investisseurs sont préoccupés par la cohérence, la comparabilité et la transparence des indicateurs de performance clés.**

Les informations financières auditées sont de moins en moins utilisées par les parties prenantes

Bien que les états financiers représentent toujours la *base première*, les investisseurs ont désormais accès, en dehors de ceux-ci, à un très large éventail d'informations qu'ils considèrent comme étant plus pertinentes à la prise de décisions.

Ce qui s'est dit au symposium...

“ Les mesures financières conformes aux PCGR représentent désormais entre 15 % et 20 % des informations dont les utilisateurs se servent réellement pour prendre une décision. ”

*Un panéliste participant
à titre d'investisseur*

Les investisseurs s'intéressent surtout aux informations qui indiquent si les résultats obtenus par le passé pourraient se répéter et aux informations concernant les occasions d'amélioration de la valeur dont les sociétés tirent parti pour créer des sources de profit supplémentaires. Ces informations, généralement de nature prospective, sont souvent présentées en dehors des états financiers audités.

Les besoins d'information des investisseurs ont poussé les sociétés à présenter un plus grand nombre de rapports sur les indicateurs de performance clés (IPC) en dehors des états financiers. Ce type d'informations provient principalement du rapport de gestion, des communiqués de presse et ces autres conférences téléphoniques ou présentations à l'intention des investisseurs (tableau 1).

Les investisseurs ont une connaissance limitée de la nature et de l'étendue du travail de l'auditeur

Les investisseurs ont généralement une connaissance limitée de l'étendue, des processus et de la définition des responsabilités de l'auditeur. Il règne toujours une certaine confusion quant à savoir quelles informations présentées par les émetteurs assujettis entrent dans l'étendue de l'audit externe et quel niveau de surveillance est exercé par les comités d'audit à l'égard de ces informations.

Cette méconnaissance peut amener les investisseurs à penser que toutes les informations qui accompagnent les états financiers audités (p. ex., le rapport de gestion) sont fiables, car ils croient que ces informations ont été attestées par les auditeurs. C'est ce qu'on appelle l'écart par rapport aux attentes.

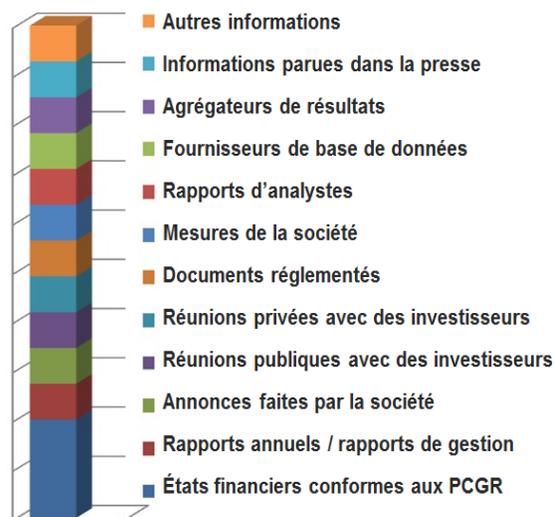
“ Les investisseurs s'intéressent moins aux événements historiques et plus aux informations qui leur fournissent des indications sur l'orientation future, les tendances et les raisons à l'origine de la situation actuelle. ”

Un panéliste participant à titre d'investisseur

Tableau 1



Sources d'informations



Source: CFA Society Toronto

“ ... auditées ou non auditées, les marchés financiers ne font pas la distinction. ”

Un panéliste participant à titre d'investisseur

Les investisseurs sont préoccupés par la cohérence, la comparabilité et la transparence des indicateurs de performance clés

Richard Talbot, membre du conseil d'administration de la CFA Society Toronto, a présenté lors du symposium une description des types IPC qui sont présentés par les sociétés et le cadre réglementaire qui s'applique à chacun des types (tableau 2). Les IPC présentés dans les états financiers (p. ex., le résultat par action) font partie de l'étendue de l'audit, alors que ceux présentés dans le rapport de gestion font l'objet d'un examen externe limité ou inexistant. Bien que les Autorités canadiennes en valeurs mobilières aient abordé la présentation des IPC non conformes aux PCGR dans un avis du personnel, les préparateurs d'états financiers ont peu de ressources à leur disposition en ce qui concerne les autres mesures financières ou IPC liés à l'exploitation.

Les investisseurs panélistes ont souligné le manque de comparabilité des IPC présentés en dehors des états financiers par les sociétés d'un même secteur et le manque de cohérence des informations présentées par une même société sur différentes périodes de présentation. De plus, les investisseurs ont mentionné le manque de transparence des sociétés entourant la présentation de certains IPC non conformes aux PCGR par rapport à d'autres et l'existence d'un lien entre ces mesures et les stratégies à long terme des sociétés.

Tableau 2 

Informations	Exemples	Norme / méthode comptable établie par	Vérification
IPC financiers conformes aux PCGR	Résultat par action	PCGR [Règlement 52-109]	Audit externe 
IPC financiers non conformes aux PCGR	RPA pro forma, BAIIA ajusté, flux de trésorerie disponibles	Autorités de réglementation des valeurs mobilières [Avis 52-306 du personnel des ACVM]	Comité d'audit; examen par l'auditeur : «pas incompatibles» avec les états financiers conformes aux PCGR 
Autres IPC financiers	Revenu moyen par abonné, ventes des magasins comparables, ventes / pi ²	Direction	Comme ci-dessus 
IPC financiers liés à l'exploitation	Roulement, barils, abonnés, satisfaction de la clientèle	Direction	Comme ci-dessus 

Source: CFA Society Toronto

Risque pour les marchés financiers

Si les informations auditées représentent une part minime des informations utilisées par les investisseurs, il se pourrait alors que les informations sur lesquelles reposent les décisions relatives à l'investissement ne soient pas aussi fiables que les parties prenantes le croient. Cela représente un risque pour un fonctionnement efficace et efficient des marchés financiers.

Ces informations ne sont pas vérifiées par un auditeur externe et ne sont généralement pas présentées selon une structure établie qui permettrait de répondre aux préoccupations soulevées par les investisseurs à l'égard de la comparabilité, de la cohérence et de la transparence des informations.

De plus, puisque les IPC présentés en dehors des états financiers ne dépendent généralement pas du système de contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société, un manque de rigueur et de surveillance peut être associé à ces mesures, qui s'en trouvent d'autant moins fiables.

“ Pourquoi [les investisseurs] n'ont-ils pas lancé un appel à l'action? Malheureusement, et d'après ce qui ressort de nos discussions, on semble se complaire dans l'ignorance. Ils ne sont tout simplement pas au courant de cet écart. ”

*Un panéliste participant
à titre d'investisseur*

**Message
clé
no 2**

Les auditeurs et les comités d'audit doivent saisir l'occasion de se mobiliser davantage sur la question des informations présentées en dehors des états financiers pour améliorer leur fiabilité et réduire l'écart par rapport aux attentes.

Les panélistes participant au symposium à titre d'auditeurs et d'administrateurs de sociétés ont exprimé leurs points de vue sur les questions suivantes :

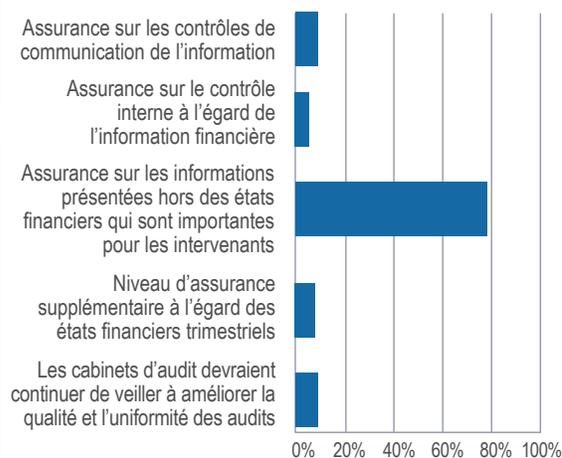
- 1. Une occasion s'offre-t-elle aux auditeurs de se mobiliser sur la question des informations importantes qui sont présentées en dehors des états financiers et qui sont pertinentes pour les parties prenantes sur les marchés financiers?**
- 2. Quels sont le rôle et la responsabilité du comité d'audit à l'égard des informations présentées en dehors des états financiers?**

Occasions pour la profession d'audit

Lors du symposium, nous avons sondé les participants sur différents sujets. En réponse à la question : « Quelle mesure, d'après vous, serait la plus efficace pour accroître la pertinence de l'audit à l'avenir? », 78 % des participants ont répondu que la pertinence de l'audit peut être améliorée si les auditeurs fournissent une assurance sur les informations présentées en dehors des états financiers qui sont importantes aux yeux des investisseurs (tableau 3).

Ce qui s'est dit au symposium...

Tableau 3
Quelle mesure, d'après vous, serait la plus efficace pour accroître la pertinence de l'audit à l'avenir?



Les panélistes participant à titre de responsables de l'audit ont convenu que la profession d'audit doit relever le défi que pose la perception de la pertinence de la profession, car il sera difficile d'attirer et de maintenir en poste les personnes les plus compétentes et les plus brillantes si le secteur semble amorcer un déclin.

Les panélistes sont toutefois d'avis que l'absence de mobilisation concrète des auditeurs sur la question des informations présentées en dehors des états financiers n'est pas attribuable à un manque d'innovation ou de compétences spécialisées. C'est plutôt la demande qui semble faire défaut. Les panélistes ont noté que les émetteurs assujettis n'ont pas cherché à élargir l'étendue de l'audit externe, à accroître le rôle de l'auditeur ou à obtenir une assurance supplémentaire sur les IPC.

Occasions pour les comités d'audit

Les panélistes participant à titre de membres de comités d'audit se sont entendus pour dire que les comités d'audit ont la responsabilité de surveiller la qualité de toutes les informations qui sont importantes pour les parties prenantes, mais ils reconnaissent qu'il y a lieu d'améliorer la surveillance des informations présentées en dehors des états financiers.

Les panélistes ont convenu que les IPC présentés en dehors des états financiers ne font souvent pas l'objet de processus et de contrôles internes aussi évolués que ceux associés aux IPC présentés dans les états financiers. De plus, les panélistes croient que les comités d'audit devraient intensifier les échanges avec les investisseurs pour comprendre quels IPC sont considérés comme les plus pertinents et ensuite déterminer s'ils correspondent à ceux que les conseils d'administration considèrent comme importants et utilisent pour établir la rémunération de la direction.

« Je ne sais pas comment nous pouvons inspirer confiance si nos travaux portent uniquement sur une partie des informations pertinentes et que la plupart d'entre elles sont de nature historique. »

Un panéliste participant à titre de responsable de l'audit

« L'autre élément faisant défaut ici semble être la demande du marché ou les bénéfices tirés d'une assurance supplémentaire sur ces informations et leur fiabilité. »

Un panéliste participant à titre de responsable de l'audit

« Si nous nous conformions aux attentes relatives aux contrôles appliqués à certains des IPC en vertu de la loi SOX, les sociétés considéreraient les IPC d'un tout autre œil et procéderaient autrement pour recueillir les informations. »

Un panéliste participant à titre de membre d'un comité d'audit

« ...ce qui m'étonne le plus, c'est que peu d'administrateurs participent réellement aux téléconférences avec les analystes, ou en écoutent l'enregistrement, ou lisent les rapports des analystes... Je pense qu'il est vraiment important que les administrateurs obtiennent le point de vue d'un tiers sur la société. »

Un panéliste participant à titre de membre d'un comité d'audit

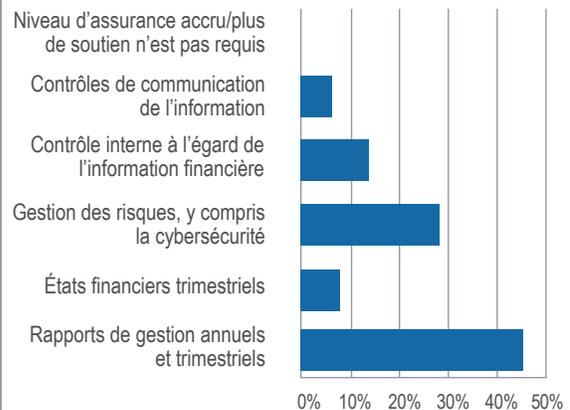
« D'après moi, si un indicateur de performance n'est pas intrinsèquement lié à la stratégie et à la proposition de valeur de la société, nous devons nous questionner sur sa pertinence. »

Un panéliste participant à titre de membre d'un comité d'audit

Les panélistes se sont également penchés sur la question de savoir si les comités d'audit ne pourraient pas bénéficier d'une aide accrue de la profession d'audit, en plus de l'audit des états financiers. En réponse à la question du sondage s'y rapportant, 44 % des participants au symposium sont d'avis que les comités d'audit pourraient tirer profit de l'assurance exprimée par l'auditeur et de son soutien en ce qui concerne le rapport de gestion, 28 % des participants préconisaient une plus grande participation de l'auditeur aux questions liées à la gestion des risques, notamment la cybersécurité, et 14 % des participants voyaient l'occasion pour les auditeurs de fournir une assurance sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière (tableau 4).

Tableau 4

Parmi les aspects suivants, lequel présente la meilleure occasion pour les auditeurs de renforcer le niveau d'assurance et le soutien apporté aux comités d'audit?



Pertinence de l'information d'entreprise

Bien que les marchés financiers aient connu des bouleversements importants ces dernières années, plusieurs panélistes ont estimé que les exigences relatives à l'information d'une entreprise au Canada ne se sont pas suffisamment ajustées en fonction de l'évolution des besoins des investisseurs et d'autres parties prenantes.

Partout dans le monde on demande une plus grande transparence de la part des sociétés. Les panélistes ont convenu que les rapports sur les IPC présentés en dehors des états financiers pourraient apporter une valeur ajoutée si les entreprises amélioraient la communication de leurs informations relatives aux stratégies, au modèle d'affaires et aux risques, et présentaient des perspectives de croissance durable.

« Si les rapports financiers des entreprises ne sont pas utiles en soi, alors la profession [d'audit] fait face à un défi de taille pour démontrer sa propre pertinence. »

Un panéliste participant à titre de représentant d'un organisme de réglementation

Message
clé
no 3

Des changements transformationnels devront être apportés pour s'assurer que les informations qui influencent les marchés financiers continuent d'être fiables et que l'audit demeure pertinent. Le succès d'une transformation en profondeur requiert la participation et le soutien de toutes les parties impliquées dans la présentation et la communication de l'information financière ainsi qu'une réévaluation de leurs rôles et responsabilités respectifs.

Une part importante des informations sur lesquelles reposent les décisions relatives à la répartition des capitaux ne font l'objet que d'une attention limitée des auditeurs externes; ces informations ne répondent pas à une définition normalisée et les processus de contrôles internes qui leur sont appliqués ne sont pas suffisamment matures pour assurer leur fiabilité.

L'élargissement de l'univers de l'information financière fait courir des risques aux investisseurs, aux sociétés et aux conseils d'administration et touche même la répartition efficace des capitaux si des informations sont inexactes, contradictoires, incomplètes ou trompeuses.

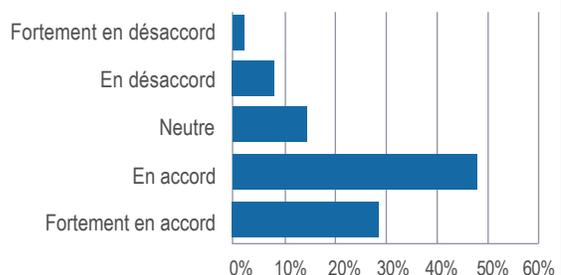
Les participants des marchés financiers semblent croire que les auditeurs s'impliquent davantage dans la vérification des informations présentées en dehors des états financiers qu'ils ne le font réellement. Par conséquent, un écart important ne cesse de se creuser entre les besoins des investisseurs, des conseils d'administration et des comités d'audit et leurs attentes envers les auditeurs et le travail accompli en réalité par les auditeurs.

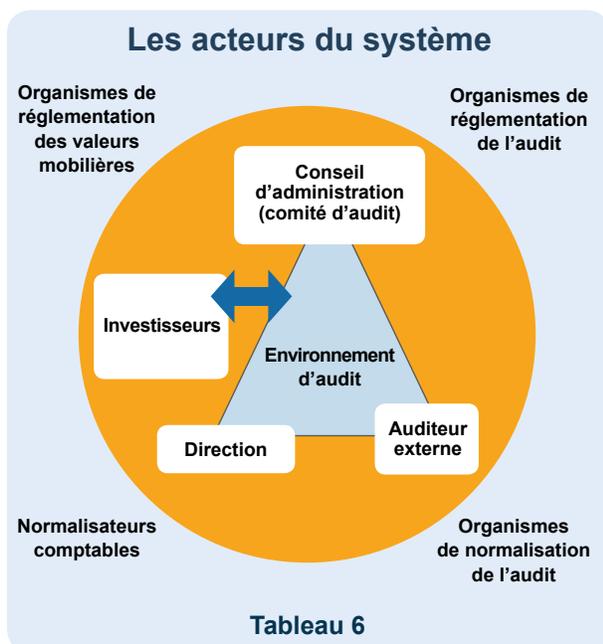
La plupart des participants au symposium ont toutefois convenu que ni la formation des investisseurs ni une éventuelle levée de boucliers ne mèneraient à une solution. Le champ d'application et l'approche des audits indépendants doivent absolument changer. Une nouvelle approche transformationnelle audacieuse devra être adoptée pour combler l'écart grandissant qui existe par rapport aux attentes, et ce, afin de préserver le rôle d'évaluation fondamental de l'auditeur indépendant, d'améliorer la rentabilité des audits indépendants et de mieux aligner ces derniers sur les besoins des investisseurs, des conseils d'administration, des comités d'audit et des marchés financiers en constante évolution.

Soixante-dix-sept % des participants au symposium se sont dits favorables ou fortement favorables à la mobilisation de la profession d'audit pour fournir une assurance sur un plus large éventail d'informations qui influencent les marchés financiers (tableau 5). Les participants ont également admis que d'autres solutions devaient être envisagées, notamment l'exercice d'une surveillance accrue par les administrateurs de sociétés et la normalisation des IPC présentés en dehors des états financiers par les groupes sectoriels.

Tableau 5

Il est urgent de s'attaquer à l'écart qui existe par rapport aux attentes des investisseurs et d'améliorer la valeur et la pertinence de l'audit externe.





Jim Goodfellow, administrateur de société et coprésident du symposium, a souligné la nécessité d'une collaboration plus étroite entre les parties prenantes concernées, qu'il a qualifiées d'«acteurs du système», afin qu'elles contribuent de façon concertée à la mise en place des changements fondamentaux requis en réponse à ces risques (tableau 6).

Quelles sont les prochaines étapes?

Le CCRC soutient l'initiative d'un groupe réunissant les principaux acteurs pour déterminer les prochaines étapes et les questions à traiter en priorité afin de répondre au risque auquel font face les marchés financiers. Le groupe devrait notamment se pencher sur les questions suivantes :

1. Une meilleure définition des IPC présentés en dehors des états financiers pour améliorer leur cohérence au cours de la période et leur comparabilité entre les sociétés.
2. L'élargissement du rôle de l'auditeur à l'égard des autres informations.
3. Le rapport de l'auditeur (en ciblant l'écart par rapport aux attentes).
4. Les obligations d'information des comités d'audit (afin d'expliquer le rôle joué par le comité d'audit dans le maintien de la confiance dans les marchés financiers).
5. La réorganisation de l'information d'entreprise, voire sa simplification dans la mesure du possible, et l'amélioration de la présentation des informations qui sont importantes pour les investisseurs, notamment les IPC liés à la rémunération, à la performance de la société et aux clauses restrictives.
6. L'amélioration des communications entre les utilisateurs des états financiers, les préparateurs et les normalisateurs.

Annexe A – Programme du symposium

Le 16 mai 2017 (souper)

Allocution prononcée par **Steven B. Harris**, membre du Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB) des États-Unis

Le 17 mai 2017

Panel 1: Points de vue des investisseurs et le point sur les réglementations internationales qui favorisent la confiance des investisseurs

Animateur : **Jim Goodfellow**, administrateur de société et ancien vice-président du conseil de Deloitte Canada

Panélistes :

Stephen Haddrill, directeur général du Financial Reporting Council (FRC)

Steven B. Harris, membre du conseil d'administration du Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB)

Irene Nattel, directrice générale, Recherche sur actions mondiales de RBC Marché des capitaux

Kiyotaka Sasaki, secrétaire général de la Securities and Exchange Surveillance Commission (SESC) du Japon

Richard Talbot, membre du conseil d'administration de la CFA Society Toronto

Panel 2: Le rôle du comité d'audit pour gagner la confiance des investisseurs

Animateur : **Sheila Fraser**, administratrice de société et ancienne Vérificatrice générale du Canada

Panélistes :

William D. Anderson, président du comité d'audit de la Financière Sun Life

Rahul Bhardwaj, président et chef de la direction de l'Institut des administrateurs de sociétés (IAS)

David F. Denison, président du comité d'audit de la Banque Royale du Canada

Eileen A. Mercier, présidente du comité d'audit d'Intact Corporation financière

Panel 3: Le rôle de l'auditeur pour gagner la confiance des investisseurs

Animateur : **Jim Goodfellow**, administrateur de société et ancien vice-président du conseil de Deloitte Canada

Panélistes :

Richard Olfert, associé directeur, Réglementation, Gestion des risques et de la qualité de Deloitte Canada

Richard Sexton, leader mondial de certification de PwC

Bill Thomas, président élu de KPMG

Jeff Wong, chef mondial de l'innovation d'EY

Pour en savoir plus

Inscrivez-vous à notre liste de diffusion : www.cpab-ccrc.ca>Liste de diffusion

Suivez-nous sur Twitter – @CPAB_CCRC

La présente publication n'est aucunement assimilable à la prestation de services juridiques, de services de comptabilité, de services d'audit ou de tout autre type de conseils ou de services professionnels, et elle ne doit pas être perçue comme telle. Sous réserve des dispositions relatives à la protection des droits d'auteur du CCRC, la présente publication peut être diffusée dans son intégralité, sans autre autorisation du CCRC, dans la mesure où aucune modification n'y est apportée et que le CCRC y est cité en tant que source. © Conseil canadien sur la reddition de comptes, 2017. Tous droits réservés.

www.cpab-ccrc.ca / Courriel : info@cpab-ccrc.ca